

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoire et finale*

Art. 19. L'arrêté royal du 23 mars 1989 relatif aux absences pour motif de santé des militaires des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} octobre 1992, 11 août 1994 et 3 mai 2003, est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2005.

Art. 21. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Nice, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 19. Het koninklijk besluit van 23 maart 1989 betreffende de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 oktober 1992, 11 augustus 1994 en 3 mei 2003, wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2005.

Art. 21. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Nice, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2005 — 2003

[C — 2005/07199]

**10 AOUT 2005. — Arrêté royal
relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, notamment l'article 3-C;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, notamment les articles 5, modifié par les lois des 20 mai 1994 et 22 mars 2001, et 9, modifié par la loi du 16 mars 2000;

Vu la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces armées, notamment l'article 16, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 117;

Vu la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, notamment l'article 18, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées, notamment l'article 12, remplacé par la loi du 28 décembre 1990;

Vu la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire, notamment l'article 90, remplacé par la loi du 22 mars 2001;

Vu la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, notamment les articles 19, modifié par la loi du 27 mars 2003, et 72;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, modifié par les arrêtés royaux des 25 octobre 1963, 14 février 1989 et 3 mai 2003;

Vu le protocole du Comité de négociation du personnel militaire des forces armées, clôturé le 3 janvier 2005;

Vu l'avis 38.255/4 du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Des commissions militaires d'aptitude et de réforme*

Article 1^{er}. Il est créé une commission militaire d'aptitude et de réforme (CMAR) et une commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel (CMARA).

Art. 2. Le chef de corps doit entamer la procédure de comparution devant la CMAR à l'égard du militaire qui entre dans son sixième mois d'absence pour motif de santé, soit qu'il ait été absent pendant cinq mois consécutifs, soit qu'il ait été absent pendant cinq mois sur une période de douze mois.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2005 — 2003

[C — 2005/07199]

**10 AUGUSTUS 2005. — Koninklijk besluit
betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de militaire pensioenen samengeordend door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, inzonderheid op artikel 3-C;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, inzonderheid op de artikelen 5, gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1994 en 22 maart 2001, en 9, gewijzigd bij de wet van 16 maart 2000;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 16, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 18, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 12, vervangen bij de wet van 28 december 1990;

Gelet op de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, inzonderheid op artikel 90, vervangen bij de wet van 22 maart 2001;

Gelet op de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservékader van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 19, gewijzigd bij de wet van 27 maart 2003, en 72;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 oktober 1963, 14 februari 1989 en 3 mei 2003;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de krijgsmacht, afgesloten op 3 januari 2005;

Gelet op het advies 38.255/4 van de Raad van State, gegeven op 12 april 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De militaire commissies voor geschiktheid en reform*

Artikel 1. Er wordt een militaire commissie voor geschiktheid en reform (MCGR) en een militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform (MCBGR) ingesteld.

Art. 2. De korpscommandant moet de procedure opstarten voor het verschijnen van de MCGR voor de militair die zijn zesde maand afwezigheid om gezondheidsredenen ingaat, hetzij doordat hij gedurende vijf opeenvolgende maanden afwezig is geweest, hetzij doordat hij vijf maanden over een periode van twaalf maanden afwezig is geweest.

L'autorité désignée dans un règlement arrêté par le ministre de la Défense doit entamer la procédure de comparution devant la CMAR à l'égard du militaire qui, soit

1° peut être déclaré inapte au service comme militaire, à la suite d'une modification du profil médical;

2° souffre d'une affection ou infirmité entraînant l'inaptitude définitive au service comme militaire;

3° souffre d'une affection ou infirmité susceptible d'entraîner l'inaptitude au service comme militaire.

Peuvent à tout moment entamer la procédure de comparution d'un militaire devant la CMAR :

1° les autorités désignées dans un règlement arrêté par le ministre de la Défense;

2° le médecin de l'unité du militaire;;

3° le médecin du travail;

4° le militaire qui estime qu'il y a des doutes quant à son aptitude au service comme militaire.

Les modalités d'exécution relatives à la procédure de comparution devant la CMAR sont fixées dans un règlement arrêté par le Ministre de la Défense.

Art. 3. § 1^{er}. La CMAR est compétente pour :

1° se prononcer sur l'aptitude médicale au service comme militaire;

2° fixer la perte du degré d'autonomie en cas de mise à la pension pour cause d'inaptitude physique à la suite d'un handicap grave qui est survenu au cours de la carrière;

3° dans le cadre d'une proposition d'inaptitude au service comme militaire, modifier le profil médical d'un militaire et donner un avis sur l'aptitude du militaire concerné à exercer sa fonction;

4° se prononcer sur la reconnaissance du caractère grave et de longue durée de la maladie dont est atteint un militaire;

5° se prononcer, dans le cadre du retrait temporaire d'emploi pour motif de santé, sur le lien de causalité entre l'affection et l'exercice du service;

6° prolonger la durée de l'absence pour motif de santé par tranche de maximum douze mois, jusqu'à une durée maximale de soixante mois;

7° se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires du cadre de réserve, préalablement à leur mise à la réforme;

8° se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des aumôniers militaires du cadre de réserve, préalablement à leur démission pour cause d'inaptitude physique.

La CMAR donne son avis ou fait des propositions concernant toute question de principe qui lui est soumise par le Ministre de la Défense.

Elle donne son avis concernant tout cas particulier, qui lui est soumis par le ministre de la Défense, par le ministre ayant les pensions militaires dans ses attributions, ou par le directeur général human resources.

§ 2. Quant à l'aptitude médicale visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, la CMAR peut prendre les décisions suivantes :

1° le militaire est déclaré apte médical;

2° le militaire est déclaré apte médical à travailler à mi-temps;

3° le militaire est déclaré inapte médical temporairement;

4° le militaire est déclaré inapte médical définitivement.

§ 3. Si le militaire est déclaré apte médical ou apte médical à travailler à mi-temps, il est tenu de reprendre le service.

Le militaire qui travaille à mi-temps se présente à intervalles réguliers devant le médecin de l'unité afin d'évaluer son état de santé. Ce dernier, en concertation avec le médecin du travail, informe la CMAR. Si à l'expiration du délai prévu de travail à mi-temps, le militaire n'est pas en état de reprendre le travail normalement, il est convoqué devant la CMAR qui se prononce sur son aptitude définitive.

§ 4. Si le militaire est déclaré inapte médical temporairement, il peut être retiré temporairement de son emploi pour motif de santé ou mis à la pension, à titre temporaire, pour cause d'inaptitude physique.

De overheid aangewezen in een reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging moet de procedure opstarten voor het verschijnen voor de MCGR voor de militair die, hetzij :

1° ongeschikt kan verklaard worden voor de dienst als militair, tengevolge van een wijziging van het medisch profiel;

2° aan een aandoening of lichaamsgebrek lijdt die aanleiding geeft tot de definitieve ongeschiktheid voor de dienst als militair;

3° aan een aandoening of lichaamsgebrek lijdt die aanleiding kan geven tot de ongeschiktheid voor de dienst als militair.

Kunnen te allen tijde de procedure voor het verschijnen van een militair voor de MCGR opstarten :

1° de overheden aangewezen in een reglement uitgevaardigd door de minister van Landsverdediging;

2° de geneesheer van de eenheid van de militair;

3° de arbeidsgeneesheer;

4° de militair die van oordeel is dat er twijfels zijn over zijn geschiktheid voor de dienst als militair.

De uitvoeringsregels betreffende de procedure voor het verschijnen voor de MCGR worden vastgesteld in een reglement uitgevaardigd door de Minister van Landsverdediging.

Art. 3. § 1. De MCGR is bevoegd om :

1° uitspraak te doen over de medische geschiktheid voor de dienst als militair;

2° het verlies van de graad van zelfredzaamheid te bepalen in geval van oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid ten gevolge van een zware handicap die opgelopen werd tijdens de loopbaan;

3° in het kader van een voorstel van ongeschiktheid voor de dienst als militair, het medisch profiel van een militair te wijzigen en een advies te geven over de geschiktheid van de betrokken militair om zijn functie uit te oefenen;

4° uitspraak te doen over de erkenning van de aard van ernstige en langdurige ziekte waaraan een militair lijdt;

5° uitspraak te doen, in het kader van de tijdelijke ambtsontheffing om gezondheidsredenen, over het oorzakelijk verband tussen de aandoening en de uitvoering van de dienst;

6° de duur van afwezigheid om gezondheidsredenen te verlengen, per gedeelte van maximum twaalf maanden, tot een maximumduur van zestig maanden;

7° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de militairen van het reservekader, alvorens deze op reform worden gesteld;

8° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van militaire aalmoezeniers van het reservekader, alvorens deze wegens lichamelijke ongeschiktheid worden ontslagen.

De MCGR geeft haar advies of doet voorstellen over elke beginselkwestie die de Minister van Landsverdediging haar voorlegt.

Zij geeft haar advies over elk bijzonder geval dat de minister van Landsverdediging, de minister tot wiens bevoegdheid de militaire pensioenen behoren, of de directeur-generaal human resources, haar voorlegt.

§ 2. Over de medische geschiktheid bedoeld in § 1, eerste lid, 1°, kan de MCGR de volgende beslissingen nemen :

1° de militair wordt medisch geschikt verklaard;

2° de militair wordt medisch geschikt verklaard voor halftijdse arbeid;

3° de militair wordt tijdelijk medisch ongeschikt verklaard;

4° de militair wordt definitief medisch ongeschikt verklaard.

§ 3. Indien de militair medisch geschikt of medisch geschikt voor halftijdse arbeid wordt verklaard, dient hij de dienst te hervatten.

De militair die halftijds werkt, biedt zich volgens regelmatige intervallen bij de geneesheer van de eenheid aan, teneinde zijn gezondheidstoestand te evalueren. Deze, in overleg met de arbeidsgeneesheer, brengt de MCGR op de hoogte. Indien de militair na de voorziene termijn van halftijdse arbeid niet in staat is om zijn werk op normale wijze terug op te nemen, wordt hij opgeroepen voor de MCGR die uitspraak doet over zijn geschiktheid.

§ 4. Indien de militair tijdelijk medisch ongeschikt verklaard wordt, kan hij tijdelijk om gezondheidsredenen van zijn ambt ontheven worden of tijdelijk op pensioen gesteld worden wegens lichamelijke ongeschiktheid.

En cas de retrait temporaire d'emploi pour motif de santé, la CMAR en détermine la durée et constate s'il existe un lien entre la maladie et le service, ou s'il s'agit d'une maladie grave et de longue durée. La durée d'absence pour motif de santé peut être prolongée. Si la durée maximale de soixante mois est atteinte, le militaire est déclaré définitivement inapte.

En cas de mise à la pension temporaire pour cause d'incapacité physique, la CMAR en détermine la durée. La durée cumulée de l'absence pour motif de santé et de la pension temporaire pour cause d'incapacité physique ne peut cependant pas dépasser la durée maximale de soixante mois.

§ 5. Lorsque la CMAR déclare le militaire inapte définitivement, elle fixe la perte du degré d'autonomie résultant d'un handicap grave.

Art. 4. La CMARA connaît en second degré, sur recours de l'intéressé ou du ministre de la Défense, des décisions de la CMAR.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être introduit auprès du président de la CMARA, par lettre recommandée, dans les trente jours suivant la notification de la décision contestée.

CHAPITRE II. — Des règles de comparution devant les commissions

Art. 5. § 1^{er}. L'intéressé est invité, par lettre recommandée, à comparaître devant l'une des commissions.

§ 2. L'intéressé comparait en personne. Il peut se faire assister par un conseil.

Ne sont admis comme conseils que des avocats, des militaires en service actif et des médecins ainsi que toute personne agréée dans chaque cause par le président de la commission saisie.

§ 3. L'intéressé qui se trouve dans l'incapacité physique de se déplacer pour comparaître, doit le justifier par un certificat médical. Dans ce cas, le président peut commettre un membre médecin de la commission pour entendre ou examiner sur place l'intéressé.

L'intéressé qui, pour des motifs valables, est dispensé de comparaître en personne, est autorisé à se faire représenter par un conseil.

§ 4. Lorsque, sur la proposition motivée du président, la commission estime que la comparution de l'intéressé est de nature à présenter des difficultés graves, elle peut le dispenser de comparaître en personne et l'autoriser à se faire représenter par un conseil.

Le président peut également commettre un membre médecin de la commission pour entendre ou examiner sur place l'intéressé.

§ 5. Lorsque l'intéressé, sans motif reconnu valable par la commission, ne comparait pas en personne après avoir été dûment convoqué, la procédure peut être poursuivie en son absence.

Lorsqu'un motif d'absence est reconnu valable par la commission, celle-ci ne prend de décision définitive qu'après comparution de l'intéressé à une autre date.

Art. 6. A partir du quinzième jour qui précède la séance de la commission, le dossier de l'affaire peut être consulté au siège de la commission par l'intéressé ou par son conseil.

CHAPITRE III. — Des règles d'investigation et de décisions des commissions

Art. 7. Les commissions peuvent recourir à tout moyen d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts.

Art. 8. Chaque commission se prononce à la majorité des voix. Les membres des commissions ne peuvent pas s'abstenir.

Art. 9. Les décisions des commissions sont notifiées à l'intéressé, selon le cas directement à la fin de la séance de la commission concernée ou par lettre recommandée. Le président de la commission concernée informe si nécessaire le ministre de la Défense de la décision de la commission.

Art. 10. Les décisions des commissions peuvent, en cas de fraude, être révisées à la demande du ministre de la Défense.

La demande de révision est adressée au président de la commission qui a rendu la décision contestée. Elle doit l'être dans les cinq ans à dater de la notification de cette décision.

In geval van tijdelijke ambtsontheffing om gezondheidsredenen, bepaalt de MCGR de duur ervan en stelt vast of dat er een verband is tussen de aandoening en de dienst, of dat het een ernstige en langdurige aandoening betreft. De duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen kan worden verlengd. Indien de maximum duur van zestig maanden is bereikt, wordt de militair definitief ongeschikt verklaard.

In geval van tijdelijke oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid, bepaalt de MCGR de duur ervan. De gecumuleerde duur van de afwezigheid om gezondheidsredenen en van de tijdelijke oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid kan evenwel de maximale duur van zestig maanden niet overschrijden.

§ 5. Wanneer de MCGR de militair definitief ongeschikt verklaart, bepaalt zij het verlies van de graad van zelfredzaamheid als gevolg van een zware handicap.

Art. 4. De MCBGR neemt, bij beroep van de belanghebbende of van de minister van Landsverdediging, in tweede aanleg kennis van beslissingen welke de MCGR heeft gewezen.

Op straffe van onontvankelijkheid, moet het beroep met een aangezekende brief bij de voorzitter van de MCBGR worden ingediend, binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de betwiste beslissing.

HOOFDSTUK II. — De verschijningsregels voor de commissies

Art. 5. § 1. De betrokkene wordt met een aangetekende brief verzocht voor een van de commissies te verschijnen.

§ 2. De betrokkene verschijnt in persoon. Hij kan zich door een raadsman laten bijstaan.

Alleen advocaten, militairen in werkelijke dienst en geneesheren evenals iedere persoon die voor elke zaak door de voorzitter van de behandelende commissie aanvaard is, mogen als raadsman optreden.

§ 3. De betrokkene die lichamelijk niet in staat is zich te verplaatsen om te verschijnen, moet zulks door een geneeskundig getuigschrift rechtvaardigen. In dit geval kan de voorzitter een geneesheer, lid van de commissie, aanwijzen om de belanghebbende ter plaatse te horen of te onderzoeken.

De betrokkene die om geldige redenen vrijgesteld is om zelf te verschijnen, mag zich door een raadsman laten vertegenwoordigen.

§ 4. Wanneer de commissie, op het met redenen omkleed voorstel van de voorzitter, oordeelt dat aan het verschijnen van de betrokkene ernstige moeilijkheden kunnen zijn verbonden, kan zij hem ervan ontslaan zelf te verschijnen en hem toestaan zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen.

De voorzitter kan ook een geneesheer, lid van de commissie, aanwijzen om de belanghebbende ter plaatse te horen of te onderzoeken.

§ 5. Wanneer de belanghebbende, zonder een door de commissie geldig bevonden reden, niet persoonlijk verschijnt na behoorlijk te zijn opgeroepen, kan de procedure in zijn afwezigheid worden voortgezet.

Wanneer een afwezigheidsreden geldig wordt bevonden door de commissie, neemt deze alleen een definitieve beslissing na de verschijning van de betrokkene op een andere datum.

Art. 6. Vanaf de vijftiende dag vóór de zitting van de commissie, kan de belanghebbende of zijn raadsman het dossier van de zaak ten zetel van de commissie raadplegen.

HOOFDSTUK III. — De onderzoeks- en beslissingsregels van de commissies

Art. 7. De commissies mogen van alle onderzoeksmiddelen gebruik maken en inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen.

Art. 8. Elke commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. De leden van de commissies kunnen zich niet onthouden.

Art. 9. De beslissingen van de commissies worden ter kennis gegeven aan de betrokkene, naargelang het geval rechtstreeks na het einde van de zitting van de betrokken commissie of met een aangetekende brief. De voorzitter van de betrokken commissie brengt indien nodig de minister van Landsverdediging op de hoogte van de beslissing van de commissie.

Art. 10. De beslissingen van de commissies kunnen, in geval van bedrog, op verzoek van de minister van Landsverdediging worden herzien.

De aanvraag om herziening wordt gericht aan de voorzitter van de commissie die de betwiste beslissing genomen heeft en wel binnen de vijf jaar na de kennisgeving van deze beslissing.

Les cas soumis à révision sont examinés par la commission qui a rendu la décision contestée, comme s'il s'agissait d'une première demande.

La nouvelle décision rendue par la CMAR, suite à une demande en révision, est susceptible du recours prévu à l'article 4.

CHAPITRE IV. — *De la composition des commissions*

Art. 11. La CMAR est composée des membres suivants :

- 1° un officier supérieur, comme président;
- 2° un officier, représentant de la direction générale human resources;
- 3° trois officiers médecins diplômés depuis cinq ans au moins.

Art. 12. La CMARA est composée des membres suivants :

- 1° un colonel ou un lieutenant-colonel, comme président;
- 2° un officier supérieur, représentant de la direction générale human resources;
- 3° trois officiers médecins diplômés depuis dix ans au moins.

Art. 13. Il est désigné pour chacune de ces commissions, un président suppléant et des membres suppléants répondant aux mêmes conditions.

Le secrétariat de chaque commission est assuré par un officier subalterne, membre de la direction générale human resources, secrétaire. Il est assisté de militaires au-dessous du rang d'officier.

Art. 14. Les membres effectifs et suppléants des commissions sont désignés par le directeur général human resources ou l'autorité qu'il désigne.

La désignation pour une séance sera considérée comme une activité prioritaire.

Le personnel du secrétariat est désigné par le directeur général human resources.

Art. 15. Les membres de chaque commission et le personnel de leur secrétariat doivent être à même de traiter les affaires dans la langue du régime linguistique de l'intéressé.

Art. 16. Chaque président exerce, au point de vue administratif et disciplinaire, les attributions de chef de corps à l'égard des membres et du secrétariat de sa commission.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoire et transitoire*

Art. 17. L'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, modifié par les arrêtés royaux des 25 octobre 1963, 14 février 1989 et 3 mai 2003, est abrogé.

Art. 18. Toute procédure entamée à l'égard d'un militaire est terminée en application des dispositions en vigueur qui lui étaient applicables avant la mise en vigueur du présent arrêté, sauf si l'autorité compétente en la matière décide de faire entamer une nouvelle procédure après la date précitée.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2005.

Art. 20. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 août 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

De aan herziening onderworpen gevallen worden door de commissie die de betwiste beslissing heeft genomen, onderzocht alsof het een eerste aanvraag betrof.

Tegen een nieuwe beslissing van de MCGR, tengevolge van een aanvraag om herziening, kan het in artikel 4 bedoelde beroep worden ingesteld.

HOOFDSTUK IV. — *De samenstelling van de commissies*

Art. 11. De MCGR bestaat uit de volgende leden :

- 1° een hoofdofficier, als voorzitter;
- 2° een officier, vertegenwoordiger van de algemene directie human resources;
- 3° drie officieren-geneesheren die ten minste vijf jaar gediplomeerd zijn.

Art. 12. De MCBGR bestaat uit de volgende leden :

- 1° een kolonel of een luitenant-kolonel, als voorzitter;
- 2° een hoofdofficier, vertegenwoordiger van de algemene directie human resources;
- 3° drie officieren-geneesheren die sedert ten minste tien jaar gediplomeerd zijn.

Art. 13. Voor de beide commissies wordt een plaatsvervangend voorzitter en plaatsvervangers aangewezen die dezelfde voorwaarden vervullen.

Het secretariaat van iedere commissie wordt waargenomen door een lager officier, lid van de algemene directie human resources, secretaris. Hij wordt bijgestaan door militairen beneden de rang van officier.

Art. 14. De gewone en plaatsvervangende leden van de commissies worden aangewezen door de directeur-generaal human resources of de door hem aangewezen overheid.

De aanwijzing voor een zitting zal als een prioritaire activiteit beschouwd worden.

Het personeel van het secretariaat wordt door de directeur-generaal human resources aangewezen.

Art. 15. De leden van elke commissie en het personeel van hun secretariaat moeten de zaken kunnen behandelen in de taal van het taalstelsel van de betrokkene.

Art. 16. In administratief en disciplinair opzicht oefent iedere voorzitter ten aanzien van de leden en van het secretariaat van zijn commissie de bevoegdheid van korpscommandant uit.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

Art. 17. Het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 oktober 1963, 14 februari 1989 en 3 mei 2003, wordt opgeheven.

Art. 18. Elke procedure gestart ten opzichte van een militair wordt voleindigd met toepassing van de geldende bepalingen die op hem toepasselijk waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, behalve wanneer de terzake bevoegde overheid beslist een nieuwe procedure te laten beginnen na de voornoemde datum.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2005.

Art. 20. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 augustus 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT